

Le revenu de base, cheval de Troie du capitalisme ?

Jean-Marie Harribey

L'Âge de faire, n° 110, Été 2016

Le revenu de base, cheval de Troie du capitalisme ?

L'économiste Jean-Marie Harribey s'oppose au revenu de base, notamment car sa mise en place fait, selon lui, le jeu du capitalisme.

Ne peut-on pas travailler sans contrainte ?

Jean-Marie Harribey : L'humanité est contrainte par le fait que rien ne tombe du ciel. Les hommes doivent travailler pour subvenir à leurs besoins. Leur travail produit des biens et des services qui ont une valeur économique uniquement si ce travail est validé socialement. Ce n'est pas moi qui décide si mon activité crée de la valeur, c'est la société. Soit par le marché : on achète le produit que j'ai fabriqué, et donc j'en tire un moyen de subsistance ; soit par décision politique : l'État décide d'apprendre à lire aux enfants, embauche des enseignants qui créent de la valeur économique et reçoivent ensuite un salaire en contrepartie de leur valeur ajoutée.

La collectivité ne pourrait-elle pas décider que toute activité individuelle crée de la valeur économique ?

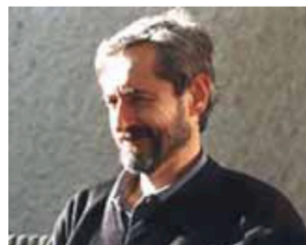
J-MH : Toute activité individuelle crée de la valeur d'usage. Mais la validation de la société, des autres, est nécessaire. On peut remarquer d'ailleurs que, puisque nous vivons dans un monde où les ressources (technologies, travail, ressources naturelles...) sont limitées, cela impose de faire des choix, c'est-à-dire de refuser que certaines valeurs d'usage soient validées sur le plan économique. Croire que toute activité humaine crée de

la valeur économique est une erreur théorique majeure.

Quelles conséquences aurait cette « erreur théorique majeure » ?

J-MH : Il est faux de présenter le revenu de base comme si son versement allait augmenter le gâteau de la richesse nationale, car on fait croire qu'on peut créer de la valeur économique autrement que par le travail validé par la société. Si on met en place un revenu inconditionnel, il s'agira seulement d'un mécanisme de redistribution supplémentaire (un transfert social), à partir d'un gâteau équivalent. Donc se pose la question de son financement, surtout si l'on veut qu'il soit « suffisant ». Or, doubler la protection sociale actuelle (650 milliards d'euros par an) par un revenu de base à hauteur du seuil de pauvreté, c'est au total 1 300 milliards d'euros qui sont nécessaires, soit tout le revenu disponible des ménages.

Mais au-delà des questions techniques liées au financement, plus grave est l'idéologie qu'il y a derrière, et qui sert le capitalisme. Pour moi, l'idéal est de faire en sorte que toute personne ait le droit de participer à la création de la valeur économique, que l'emploi soit salarié ou indépendant avec un statut. La lutte contre l'exclusion doit donc se tra-



Jean-Marie Harribey se présente gaiement comme un « intermittent du spectacle désolant de l'économie ». Economiste à la retraite, il co-préside aujourd'hui le Conseil scientifique d'Attac, et est membre des Economistes Atterrés (lire leur chronique consacrée au revenu de base en p.3).

duire, en priorité, par la recherche du plein emploi, pour qu'il n'y ait pas d'un côté ceux qui créent la valeur, et, de l'autre ceux qui ne perçoivent que des revenus de transfert.

Pourquoi donc, si l'emploi, salarié ou non, est moins important aux yeux des partisans du revenu de base, ne pas alléger au maximum le droit du travail, les cotisations sociales, patronales, etc. ? Dérégulons tout le droit social, nos entreprises seront plus compétitives... et l'Etat donnera l'aumône à ceux qui n'arrivent pas à gagner assez ! C'est le credo libéral actuel, porté par les patrons ! Ainsi, pour moi, le revenu de base, c'est le cheval de Troie pour remettre en cause tous nos droits acquis. On en voit déjà le mécanisme à l'œuvre en Finlande. Il faut donc choisir entre revenu minimum et salaire minimum avec les droits associés à ce dernier.

Que proposez-vous, alors, pour lutter contre l'exclusion et les dégâts du productivisme ?

J-MH : Une réduction forte et continue du temps de travail ainsi qu'une réduction des inégalités de revenus et une refonte majeure de notre système productif pour répondre aux besoins sociaux et écologiques de notre temps.